



Le dimanche 9 novembre 2014

Opposante iranienne, victime du blocus du camp *Liberty*, décède en Albanie

Le 5 novembre 2014 - Mme Farideh Vanaï, habitante du camp Liberty en Irak, est décédée en Albanie après une longue intervention chirurgicale. C'est la 22e malade qui perd la vie en raison du blocus médical inhumain des camps d'Achraf puis de Liberty.

Mme Vanaï, 51 ans, luttait pour la liberté de l'Iran dans les rangs des Moudjahidins du Peuple d'Iran (OMPI) depuis 36 ans. Elle avait été arrêtée à deux reprises entre 1981 et 1986 et avait passé quatre ans dans les prisons d'Evine, à Téhéran, et de Ghezal Hessar, en banlieue de la capitale iranienne, sous la torture. Sa sœur aînée et son beau-frère avaient été exécutés en 1981 à la prison de Dieselabad à Kermanschah, dans l'ouest de l'Iran.



Ces dernières années elle avait contracté un cancer dont elle souffrait en raison du blocus médical inhumain des camps d'Achraf et de Liberty en Irak. Les agents irakiens ont posé autant que faire se peut des obstacles et des interruptions à son traitement et les plaintes répétées auprès des autorités onusiennes et américaines sont restées lettre mortes.

36 Députés irakiens appellent l'ONU à agir contre le blocus du camp *Liberty*

Le 1 novembre 2014 - Un groupe de 36 députés irakiens ont appelé le Haut Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme à "exiger fermement" du gouvernement irakien de cesser le siège du camp Liberty, qui abrite les membres de l'opposition iranienne en Irak.

Les députés irakiens ont écrit que "la présence des membres de l'opposition iranienne en Irak est tout à fait légal; ces gens sont entrés légalement en Irak en 1986 avec le plein accord du gouvernement irakien de l'époque".

Les législateurs ont en particulier appelé à la fin du blocus médical contre les Iraniens qui vivent dans des conditions «quasi-carcérales» dans le camp Liberty.

Dans leur lettre commune à M. Zeid al-Hussein, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, les législateurs ont déclaré: «En harmonie avec des dizaines de législateurs américains et européens, nous estimons que le respect des droits fondamentaux, ainsi que la sûreté et la sécurité des résidents du camp Liberty par le gouvernement irakien et la livraison des moyens de protection contre les attaques terrestres et aux missiles, jusqu'à ce que tous ces réfugiés puissent quitter l'Irak, est une mesure d'urgence à adopter.»

«La reconnaissance du camp Liberty en tant qu'un camp de réfugiés sous la supervision du HCR, et la reconnaissance des habitants en tant que des réfugiés, serait la seule solution juridique, humanitaire et fiable».

«Nous vous demandons d'appeler fermement le gouvernement irakien à mettre fin au siège de Liberty, notamment sur le plan médical, et de remettre le dossier du camp à des personnes et des organismes impartiaux et sans influence directe et indirecte de parties étrangères».

Les législateurs ont souligné auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme: «La réalité est que les membres de l'OMPI, qui sont confrontés à une répression cruelle dans leur pays, sont les hôtes de l'Irak».



Camp Liberty : agents irakiens empêchent le transport à l'hôpital de 6 malades

Le 4 novembre 2014- Les forces irakiennes ont empêché le transport de quatre malades à l'hôpital à Bagdad. Deux d'entre eux figurent au nombre des 53 personnes qui attendent depuis des mois d'être opérées des yeux, mais à chaque fois les agents irakiens s'opposent à leur déplacement.

Un de ces deux malades attend depuis novembre 2013 son opération. Déjà le 28 juin, le 9 août et le 11 octobre, les forces irakiennes l'ont empêché de se rendre à l'hôpital et le 5 novembre il n'a pu se rendre à son intervention chirurgicale pour la quatrième fois.

Ces derniers jours, les agents irakiens sous prétexte de congés en raison de fêtes religieuses n'ont autorisé le transport d'aucun patient vers les hôpitaux alors que seul le 4 novembre était férié. Ces mesures ne visent qu'à torturer et faire mourir à petit feu les malades.

Le 6 novembre, ces forces se sont abstenues de transférer des blessés. Quatre d'entre eux, dont trois ayant des maladies internes et de l'appareil digestif et un autre atteint d'une hépatite, attendait depuis longtemps mais ont donc raté leur rendez-vous.

Les agents irakiens continuent d'imposer l'embargo inhumain en ce qui concerne la logistique. Depuis quatre semaines l'entrée de l'essence à l'intérieur du camp Liberty est bloquée.

Pourtant selon l'accord entre les habitants, le gouvernement irakien et la mission de l'ONU signé depuis deux ans, chaque semaine 800 litres d'essence doivent rentrer dans le camp pour le fonctionnement des véhicules qui servent à déplacer les blessés et les malades à l'intérieur du camp.

Liberty n'a aucune rue asphaltée ou cimentée et le déplacement des malades et des handicapés particulièrement en hiver est extrêmement difficile.